

Google : 150% de demandes gouvernementales en plus en 5 ans

Les rapports de transparence publiés par les poids lourds américains du numérique attestent d'une augmentation des demandes d'informations utilisateurs émanant de gouvernements. Google en témoigne dans une [mise à jour de son rapport](#) couvrant le premier semestre 2014. À l'échelle mondiale, le nombre de requêtes reçues dans le cadre d'enquêtes pénales continue d'augmenter.

Les demandes US en hausse de 250% sur 5 ans

Hors lettres de sécurité nationale (NSL) et demandes formulées par l'administration américaine dans le cadre de la loi FISA (Foreign Intelligence Surveillance Act), Google estime à **15% l'augmentation semestrielle** du nombre de demandes gouvernementales (mandats, assignations, ordonnances...). La hausse est bien plus élevée sur cinq ans. **Depuis 2009**, le nombre de demandes à l'attention de Google a augmenté de **150% dans le monde**.

Sans surprise, la croissance des demandes d'informations utilisateurs provenant des **États-Unis** est plus marquée encore. Les requêtes de Washington ont augmenté de **19%** entre le second semestre 2013 et le premier semestre 2014. Depuis 2009, elles ont bondi de **250%** ! La hausse du nombre d'internautes et de terminaux connectés, la progression des cyberattaques ainsi que les velléités de toute puissance de services secrets, expliquent la dynamique.

Les révélations de Snowden n'inversent pas la tendance

Publiées à partir de juin 2013, les révélations de l'ex-consultant Edward Snowden sur [l'étendue de la surveillance pratiquée par la NSA](#) américaine et d'autres agences de renseignement, n'ont pas freiné le mouvement. « *Malgré ces révélations, nous avons vu des pays élargir leurs programmes de surveillance dans le but d'atteindre des fournisseurs de services en dehors de leurs frontières* », a expliqué dans [un billet du 15 septembre](#) **Richard Salgado**, directeur juridique de Google. « *D'autres envisagent des mesures similaires* », assure-t-il. La coopération diplomatique en la matière est nécessaire, a ajouté le juriste, mais il reste encore beaucoup à faire.

Google milite pour une réforme législative des écoutes

« *Les gouvernements ont un rôle légitime et important dans la lutte contre le crime et la gestion des menaces pesant sur la sécurité nationale. Afin de maintenir la confiance du public dans le gouvernement [américain] et la technologie, nous avons besoin d'une réforme législative assurant que les pouvoirs de surveillance sont transparents, raisonnables au sens de la loi et susceptibles d'un suivi indépendant* », a expliqué Richard Salgado.

En novembre dernier, [Google s'était déjà prononcé pour une réforme](#) de la législation américaine sur la confidentialité des communications et la collecte de métadonnées. Pour la multinationale, **les écoutes massives menacent l'Internet « ouvert » et l'économie** des États-Unis, l'industrie américaine du Cloud Computing, en particulier. Elle pourrait perdre entre 35 milliards (étude ITIF) et 180 milliards de dollars (Forrester), soit 25% de ses revenus, d'ici 2016.

Lire aussi

[NSA : Google, Yahoo, Facebook et consorts jouent à la transparence](#)

[Google rompt le silence sur les « lettres » du FBI](#)